

# Expédients

Posté le : 12 mars 2016 11:14 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Monnaies et changes, Attitudes, Crise financière, Economie et politique

La Banque Centrale Européennes prend des mesures "non conventionnelles" nouvelles. Tous les bons esprits essaient avec plus ou moins de subtilité, de décrypter les mesures prises par le sphinx monétaire, sans trop s'interroger sur le saugrenu de la situation : pourquoi aurions-nous donc besoin d'un sphinx monétaire ? M. Draghi, président de la BCE, après avoir voulu dévaluer l'Euro pour des raisons de compétitivité européenne défaillante, chercherait maintenant à relancer l'activité bancaire en payant les banques pour qu'elles prêtent. L'activité suivra. Toujours en noyant son projet dans la litote et le non dit puisque l'objet social de la BCE est de maintenir la valeur de la monnaie et donc de contrôler l'inflation. Bref, les médias tentent d'expliquer les modalités d'un viol répété et constamment aggravé des principes gravés dans le marbre du traité de Maastricht. On avait le "vol de l'Aigle", nous avons "le viol du sphinx". La règle était formidable. La violation de la règle encore plus formidable.

Pourquoi ne pas se contenter d'avouer vérité et de dévoiler la réalité ? La perte globale mondiale générée par l'éclatement de "l'économie baudruce" en 2007 et 2008 est d'environ 12 000 milliards d'euros. Pour donner du sens à ce nombre, il suffit de rappeler que la valeur ajoutée des entreprises françaises non financières de plus de une personne en France est d'un peu plus de 1 200 milliards. En un mot, notre merveilleux système monétaire international, de dérèglements en sauvetages façon pompier pyromane, a réussi à créer une perte égale à 10 fois la production française !

L'essentiel de la perte étant logé dans les banques, et le capital de celles-ci ne permettant pas d'absorber ces pertes, il a fallu sauver les banques par une série d'expédients. Les Etats et l'impôt ont été sollicités. Mais cela ne pouvait pas suffire. On a protégé les banques de mille façons, la dernière en imposant que toutes les transactions passent par les banques, avec le but avoué de faire disparaître la monnaie de poche. L'essentiel a tout de même été de donner du temps aux banques pour qu'elles puissent progressivement éliminer les pertes latentes des portefeuilles de prêts.

Comme nous l'avons dit il y a bien longtemps, on a adopté la technique du hanneton qui pousse sa boule de crottin devant lui. L'animal fatigue parfois. Il faut l'aider un peu plus à chaque faiblesse. La BCE intervient pour permettre de faire rouler encore un peu la boule de dettes à chaque fois qu'une incertitude grave vient toucher les banques. L'effondrement du cours des banques exigeait une réaction. Elle vient de se produire.

L'absence d'inflation rend l'opération d'élimination de la perte latente bancaire longue et aléatoire. Mais comment générer de l'inflation lorsque la perte latente pousse à une déflation phénoménale ?

Oui la BCE permet aux banques de faire des gains financiers sans cause réelle. Oui la BCE permet aux Etats de vivre malgré le poids démesuré d'une dette d'état qui s'est substituée en partie à la dette des banques. Oui la BCE entraîne la finance dans une zone inconnue où une part croissante de la dette porte des intérêts négatifs, c'est-à-dire subventionne l'emprunteur avec de l'argent banque centrale créé à partir de rien.

Aucune de ces mesures n'a de justification dans la théorie économique, ni ne correspond à aucun texte, ni ne répond à aucun des principes qui avaient conduit à la création du système de l'Euro.

Le but : survivre sans changer le système ; Maintenir un système de monnaie unique dans un monde de changes flottants ; Conserver la liberté absolue des mouvements de capitaux, de personnes et de marchandises sans rien organiser ni canaliser.

D'expédients en expédients jusqu'à la victoire finale !

Tout sauf s'interroger sur la perversité du système des changes flottants et la mauvaise gouvernance de la zone Euro.

Les Etats européens n'ont plus de responsabilité du tout dans l'efficacité économique, sinon d'adapter les citoyens à la nouvelle donne. Les politiciens n'ont plus qu'un seul jeu : se faire réélire ou élire en finissant. François Hollande pratique ouvertement l'achat de vote. On le voit aujourd'hui même avec l'annonce de l'abandon du gel des rémunérations des fonctionnaires. La discussion porte sur le bon moment de la distribution, afin d'optimiser le gain électoral. Une hausse tout de suite pour créer l'ambiance puis une autre juste avant les élections pour amplifier le "feel good" électoral des fonctionnaires. Mais quand ? En octobre ou en janvier ? Dilemme fondamental ! En contrepartie, il faut faire semblant d'obéir à l'injonction bruxelloise de "réformer le marché du travail", qui, il est vrai, a été totalement étouffé en trois fois par les socialistes : mesures Auroux ; mesures Jospin-DSK-Aubry et mesures Ayrault. Mais l'injonction vaut pour tous les pays européens, avec comme objectif avoué de faire diminuer le coût salarial pour retrouver de la compétitivité mondiale, alors que la zone est... excédentaire ! Comprenez qui pourra.

La France est devenue un théâtre d'ombres. Plus d'intelligence. Plus d'intérêt général. Conserver des places et aider à survivre des systèmes bancals, voilà toute l'ambition. La presse prend bien garde à ne pas effrayer le Prince qui lui permet de survivre grâce à des subventions exorbitantes pourvu qu'elle ne dise rien qui fâche vraiment.

Il n'y a plus de réflexion économique publique. Il n'y a plus de politique économique de production. La science économique est à l'encan. Les mêmes économistes médiatiques qui n'avaient pas prévu la crise et même qui avaient nié qu'elle puisse survenir, expliquent que la déflation vient de "l'ubérisation" de la société. Quand on compare l'effet d'UBER aux 10 000 milliards de pertes latentes qui font stagner l'activité depuis 2007 malgré mille expédients, il y aurait de quoi mourir de rire.

Le pire : personne ne rit.

Il est vrai que plus personne ne pense.